

TERMES DE REFERENCES

ÉVALUATION FORMATIVE DU PROGRAMME « KOMEZA WIGE » PROGRAMME PLURIANNUEL DE RESILIENCE (PPR) POUR L'EDUCATION EN SITUATION D'URGENCE

Synthèse	
Titre de l'évaluation	Evaluation formative du programme « Komeza Wige » - Programme Pluriannuel de Résilience (PPR) pour l'éducation en situation d'urgence
But et objectifs	Cette évaluation à mi-parcours sera conduite en vue de fournir un résumé global de la mise en œuvre des interventions, d'identifier les leçons apprises et de vérifier si l'atteinte des résultats est en bonne voie sur la base de la période de 2022 à mi-2024. Les résultats de cette évaluation permettront d'ajuster les stratégies pour la période restante et de préparer la prochaine phase du programme de manière plus efficace.
Lieu de la mission	Burundi, Bujumbura, mission de terrain dans les provinces de Cibitoke et Makamba
Bureau	UNICEF Burundi

Table des matières

Contexte.....	2
Le Programme Pluriannuel de Résilience (PPR) pour l'éducation en situation d'urgence - « KOMEZA WIGE »	3
But, Objectifs et Portée de l'évaluation	6
Critères et questions d'évaluation initiales	7
Approche et méthodes	9
Tâches, livrables et calendrier	10
Mode de gestion et assurance qualité.....	11
Considérations d'éthique et normes d'évaluation	12
Profil et Expérience attendus de l'équipe d'évaluation.....	13
Annexes	15

Contexte

Le Burundi, situé dans la région des Grands Lacs africains, est un pays qui a traversé de nombreuses crises ayant un impact significatif sur son développement socio-économique. Entre 2005 et 2015, le Burundi a connu une période de stabilité qui a permis une reprise économique notable avec un taux de croissance de 4,7 % en 2014. Cette reprise a été marquée par le retour de nombreux Burundais exilés. Cependant, la crise socio-politique de 2015 a de nouveau plongé le pays dans l'instabilité, provoquant l'exil de 400 000 Burundais, dont plus de la moitié étaient des enfants. Cette instabilité politique a non seulement perturbé la croissance économique, mais a également entraîné un besoin humanitaire accru, affectant directement 2,3 millions de personnes en 2021, dont 700 000 dans un besoin humanitaire aigu.

Le changement climatique est un autre facteur majeur qui aggrave la situation socio-économique du Burundi. Près de 90 % de la population burundaise vit en milieu rural et dépend de l'agriculture, utilisant des techniques traditionnelles. Le changement climatique a perturbé ces pratiques agricoles, entraînant une insécurité alimentaire croissante. Les catastrophes naturelles telles que les pluies torrentielles, les inondations, les glissements de terrain, les vents violents et sanitaires notamment la COVID19, cholera ont déplacé 125 300 personnes à l'intérieur du pays fin juin 2021. Les provinces les plus touchées par ces déplacements sont Bujumbura Mairie, Bujumbura, **Cibitoke**, Kirundo, Cankuzo et Rumonge.

Ces divers chocs, associés à l'insuffisance et à la vulnérabilité préexistante des infrastructures, des services sociaux de base et des mécanismes de résilience, ont conduit à une situation où 2,3 millions de personnes avaient besoin d'une assistance humanitaire en 2021, dont 700 000 dans un état de nécessité humanitaire aigu. Cela représente une augmentation de 35 % du nombre total de personnes nécessitant une aide et une augmentation de 17 % des cas de nécessité aiguë par rapport à 2020. Parmi ceux nécessitant une aide, 51 % sont des femmes et 57 % sont des enfants.

L'éducation au Burundi fait face à de nombreux défis exacerbés par l'instabilité politique et les impacts du changement climatique. Les mouvements forcés de population, la destruction des infrastructures scolaires et la précarité de la sécurité alimentaire entravent l'accès à l'éducation et l'apprentissage. Seulement 50 % des enfants rapatriés ont été réintégrés à l'école, et beaucoup risquent de décrocher en raison des conditions socio-économiques difficiles.

Selon le **Plan de Transition Éducative pour le Burundi 2018-2021**, les priorités stratégiques incluent l'accès et l'équité dans l'éducation fondamentale, l'amélioration de la qualité de l'éducation et le renforcement de la résilience du système éducatif. Les actions clés comprennent la construction et la réhabilitation de salles de classe, le recrutement et le redéploiement des enseignants, ainsi que des actions de mobilisation communautaire pour intégrer les enfants à l'école. De plus, la fourniture de matériels pédagogiques, la formation des enseignants, et l'organisation de cours de rattrapage sont essentiels pour assurer une éducation de qualité.

La **stratégie du Groupe de Travail sur l'Éducation en Situations d'Urgence** et le **Plan de Réponse Humanitaire du Burundi 2021** mettent l'accent sur la nécessité de garantir un accès équitable à une éducation inclusive pour les enfants affectés par les déplacements et autres chocs. Les priorités incluent le renforcement de la capacité pédagogique des enseignants pour répondre aux situations d'urgence et l'établissement de mécanismes de protection et de référencement.

Le **Plan Conjoint de Retour et de Réintégration des Réfugiés de 2021** met en avant la nécessité de garantir l'accès à une éducation de qualité pour les enfants rapatriés et de soutenir leur maintien à l'école. Il aborde les obstacles tels que l'insuffisance de salles de classe, le manque de matériel scolaire et les besoins nutritionnels.

C'est dans ce contexte que l'UNICEF et World Vision International (WVI), mettent en œuvre **depuis février 2022 le Programme Pluriannuel de Résilience (PPR)** pour l'éducation en situation d'urgence. Le programme est chiffré à 30 millions USD, avec un fond d'amorçage de 12 millions couvert par l'initiative [Education Can't Wait](#) (ECW¹). Le PPR s'inscrit dans le cadre des initiatives mises en œuvre dans le secteur de l'éducation pour assurer la continuité de l'éducation pour les enfants vulnérables, y compris ceux à besoins spécifiques, les déplacés internes, les rapatriés et d'autres enfants vulnérables des communautés affectées par des crises.

¹ L'Éducation ne peut attendre (ECW) est le fonds mondial destiné à l'appui de l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées. Il est destiné à appuyer et à protéger les résultats d'apprentissage holistiques pour les filles et les garçons réfugiés, déplacés internes et autres enfants affectés par des crises, afin que personne ne soit laissé pour compte. L'ECW est administré selon les règles et règlements financiers, de ressources humaines et administratifs de l'UNICEF ; tandis que les opérations sont gérées par la propre structure de gouvernance indépendante du Fonds.

Sa mise en œuvre est prévue **se poursuivre jusqu'en février 2025** après une extension. En vue de fournir un résumé global de l'état d'avancement de la mise en œuvre et de l'atteinte des résultats intermédiaires pour la période de 2022 à mi-2024, l'UNICEF avec ses partenaires fait appel à une firme pour la conduite de **l'évaluation formative du Programme Pluriannuel de Résilience (PPR)**. Cette évaluation est prévue dans la convention de financement, et suivant la [politique de l'évaluation de l'UNICEF révisée de 2023](#), elle est conduite en complémentarité aux évaluations des partenaires et est conduite en vue d'apporter des **opportunités d'apprentissage, notamment pour éclairer le reste de la mise en œuvre et le développement de la seconde phase du programme**.

Le Programme Pluriannuel de Résilience (PPR) pour l'éducation en situation d'urgence - « KOMEZA WIGE »

Le PPR est basé sur une approche holistique qui promeut l'apprentissage pour **les filles, les garçons et les adolescents**, en particulier ceux qui **risquent de décrocher de l'école**, tout en améliorant leur protection et leur bien-être et en réintégrant ceux qui sont déscolarisés. Le PPR vise également à éliminer les obstacles structurels qui empêchent les enfants et les jeunes vulnérables d'accéder à une éducation inclusive, équitable et de qualité.

Le PPR couvre tous les niveaux éducatifs, du préscolaire au fondamental, ciblant 300 000 enfants et adolescents, dont 153 000 filles, y compris ceux à besoins spécifiques. Ce programme est aligné aux différents instruments nationaux de l'éducation dont le Plan transitoire de l'éducation, le Plan de réponse humanitaire, les Projections phares du Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, la Stratégie du Groupe de travail sur l'éducation dans les situations d'urgence, la Politique nationale de protection de l'enfant, la Politique nationale genre, le Plan de réintégration des réfugiés ainsi que les lignes directrices de l'éducation inclusive au Burundi.

Tableau 1 -Tableau synoptique du programme

Durée	36 mois (2022-2025) Date de début <ul style="list-style-type: none"> 18 février 2022 /UNICEF 25 avril 2022 /World Vision
Récipiendaires	UNICEF Burundi et WVI Burundi ² , Avec comme récipiendaires secondaires War Child, JRS, Right to Play et RET
Coût du programme	30 000 000 Dollars. Un fond d'amorçage de 12 000 000 USD a été approuvé par ECW.
Bénéficiaires	300 000 enfants de 3 à 18 ans incluant : <ul style="list-style-type: none"> 153 000 filles (51% de la cible totale - enfants) 30 000 enfants handicapés (10%) 30 000 enfants rapatriés et déplacés internes (10%) 30 000 enfants du préscolaire (10%) 210 000 enfants du fondamental (70%) 6 690 enseignants et autres personnels d'encadrement pédagogique. Avec le fonds d'amorçage de ECW, 133 600 enfants et 2 000 enseignants sont ciblés
Zone d'action	Province Cibitoke (communes Mugina et Rugombo) et Province Makamba (Communes Nyanza-Lac et Kayogoro)
Alignement aux ODDs	ODD 4 : Éducation de qualité, ODD 5 : Égalité entre les sexes, ODD 10 : inégalités réduites ODD 13 : Lutte contre le changement climatique

² Le PPR a largement impliqué les acteurs locaux dans la mise en œuvre. A part les deux récipiendaires principaux (UNICEF et World Vison) et quatre récipiendaires secondaires (Refugee Education Trust, Right To Play, War Child Holland et Jesuit Refugee services S), deux organisations locale FVS (Famille pour Vaincre le Sida) Amade et AIDE (Action Intégré pour le Développement et la protection de l'Environnement) ont été sélectionnées par WCH pour leur confier la mise en œuvre de certaines composantes du programme comme les activités de protection et les activités WASH

Le PPR est mis en œuvre dans les **provinces de Cibitoke et Makamba**, prioritaires en raison des **situations d'urgence persistantes** telles que les rapatriements et les catastrophes naturelles ayant entraîné des déplacements internes. Avec un financement de 12 millions de dollars de l'initiative Education Cannot Wait (ECW), le PPR vise à atteindre 136 336 enfants et adolescents, dont 51 % sont des filles.

Les objectifs du PPR englobent le **nexus développement-humanitaire**, en se concentrant sur l'accès, la qualité, la cohérence, la gestion et la mobilisation des ressources pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées. Il vise à **garantir une éducation inclusive de qualité et équitable pour les filles et les garçons âgés de 3 à 18 ans**, y compris dans les situations d'urgence, en renforçant le système éducatif pour prévenir les risques et répondre aux urgences affectant les enfants et les jeunes.

Le programme comprend quatre résultats :

1. **Accès** : Amélioration de l'accès et de la continuité de l'éducation dans un environnement sûr et protecteur pour les filles et les garçons (y compris les enfants en situation de handicap) dans des contextes de crise ou de fragilité.
2. **Résultats d'Apprentissage** : Amélioration des résultats d'apprentissage des filles et des garçons (y compris les enfants en situation de handicap) et de leur participation active au processus d'apprentissage dans l'environnement scolaire.
3. **Renforcement du Système** : Renforcement du système éducatif pour prévenir les risques et répondre aux urgences affectant les filles, les garçons et les enfants en situation de handicap.
4. **Mobilisation des Ressources** : Augmentation des ressources financières disponibles pour l'expansion des services éducatifs de qualité, inclusifs, sûrs et équitables.

Une théorie du changement (TOC) a été conçue initialement pour expliquer la logique du projet, la TOC faisant partie des aspects à actualiser.

Figure 2. Théorie du Changement initiale du programme

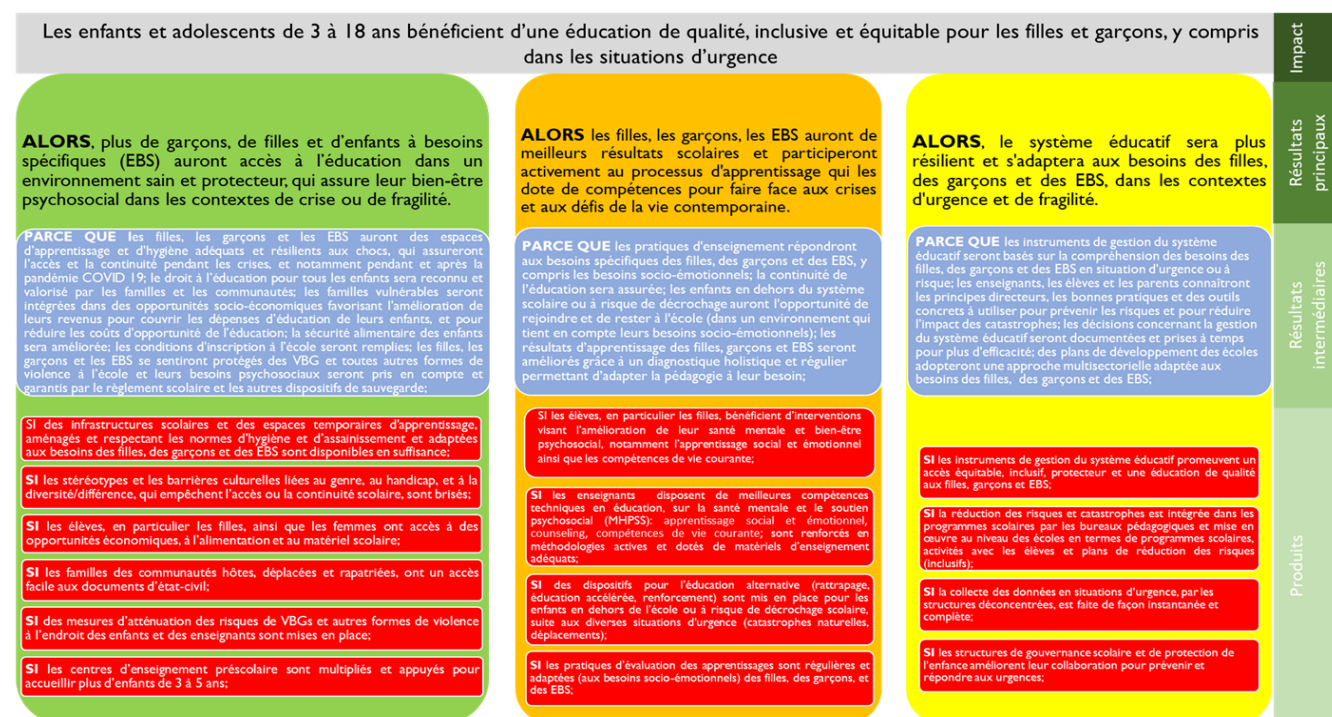
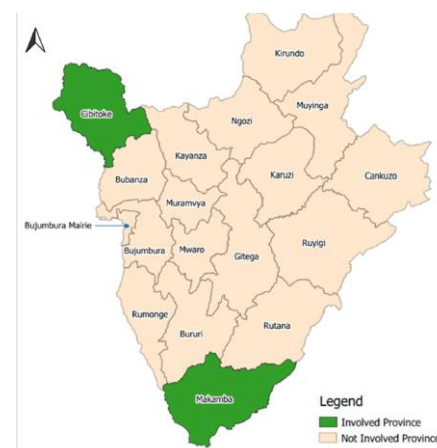


Figure 1. Carte géographique des provinces d'intervention



Dans le but de décrire les acteurs clés, personnes affectées, par l'intervention ainsi que les parties prenantes, ayants droits et obligataires, quelques réalisations issues du dernier rapport d'avancement sont partagées ci-après.

Accès et continuité

Les transferts monétaires ont aidé 8,050 **ménages**, soutenant ainsi l'éducation de 19,746 enfants (9,650 filles et 10,096 garçons). La mise en place de **groupes VSLA** (Village Savings and Loan Associations) sur la sous-colline Kizibanyundo dans la commune de Mugina en août 2023 a également permis à 31 **membres** de financer les dépenses liées à la scolarisation de leurs enfants grâce aux revenus générés.

En collaboration avec les **réseaux scolaires**³ et les **autorités éducatives locales**, 120 **salles de classe** ont été construites ou réhabilitées, et équipées de manière adéquate pour environ 4312 enfants du préscolaire, ce qui a réduit le ratio élèves/salle de classe. En plus de la construction et la réhabilitation des salles de classe, 42 **aires de jeux** ont été mises en place pour les enfants du préscolaire, augmentant ainsi la fréquentation scolaire dans les zones d'intervention.

En collaboration avec le **Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS)**, l'**administration locale** et diverses **organisations communautaires**, des séances de sensibilisation sur l'importance de l'éducation ont été organisées. Ces initiatives ont amélioré le bien-être d'environ 8 240 enfants réintégrés, tels que les rapatriés, les albinos, les déplacés internes, et les enfants de la communauté hôte, permettant à ces derniers de retourner à l'école. Les parents se réjouissent aujourd'hui de voir leurs enfants bénéficier à nouveau de leur droit à l'éducation.

Les écoles de la commune de Kayogoro dans la province de Makamba ont introduit des **cantines scolaires**. Cette initiative, menée par les écoles locales avec le soutien des **autorités provinciales**, vise à maintenir 19 872 enfants sur les bancs de l'école et à améliorer leur assiduité.

Les campagnes de sensibilisation communautaire sur l'importance de l'enregistrement des naissances, suivies de campagnes d'enregistrement tardif, ont été essentielles pour de nombreuses **communautés**. Les parents de Mugina et d'autres acteurs locaux ont joué un rôle crucial dans ces initiatives. Elles ont permis à 19 566 enfants, dont les naissances n'avaient pas été enregistrées, d'obtenir des extraits d'acte de naissance, facilitant ainsi leur accès à divers services.

À Mugina, l'organisation de cours de remédiation a été soutenue par les réseaux scolaires locaux. Ces cours ont été mis en place pour aider les élèves ayant interrompu leur scolarité les années précédentes ainsi que les enfants rapatriés. L'objectif est de leur permettre de rattraper leur retard scolaire et de les intégrer pleinement dans le système éducatif.

Qualité

La distribution des manuels a permis d'atteindre un ratio de partage d'un livre pour trois apprenants, facilitant la gestion des classes et améliorant les performances des élèves.

94 enseignants du préscolaire ont été formés sur des programmes et méthodologies adaptés, améliorant ainsi leur compétence dans la gestion des classes préparatoires.

Des sessions ont été menées pour renforcer les capacités pédagogiques de 1 783 enseignants en méthodologies d'apprentissage social et émotionnel. Des volontaires assistants psycho-sociaux ont également été formés pour fournir un soutien psychosocial ciblé en milieu scolaire, répondant aux besoins des élèves et des enseignants.

Environnement sûr

Avec la mise en place des clubs d'environnement, de nombreuses activités de sensibilisation ont été organisées pour les apprenants, les enseignants et la communauté environnante. Plus de 200 sessions de sensibilisation ont été réalisées, impliquant environ 1500 participants. Ces initiatives ont mené à la plantation de plus de 500 arbres et à la création de 30 jardins potagers dans différentes écoles. Par ailleurs, 168 leaders et responsables de clubs environnementaux (103 hommes et 65 femmes) ont été formés sur les modules de protection de l'environnement, permettant ainsi l'élaboration de divers plans d'action pour la protection de l'enfant et de l'environnement.

La sécurité des enfants dans les écoles a été renforcée grâce aux initiatives des clubs environnementaux. Par exemple, le club environnement de l'Ecofo Kayogoro a conduit la construction de 1 km de clôture en branches d'arbres. De plus, dans

³ Au Burundi, les réseaux scolaires sont un ensemble d'écoles réparties sur une même colline, un même endroit.

certaines écoles, 10 dispositifs de stockage de l'eau ont été installés, et des campagnes de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène ont touché plus de 500 élèves et membres du personnel scolaire.

Les enseignants ont bénéficié de formations en appui psychosocial, ce qui leur a permis d'acquérir des compétences pour adopter des comportements plus appropriés en présence des apprenants. Plus de 100 enseignants ont suivi ces formations, couvrant des thèmes tels que l'amélioration de l'enseignement, le langage approprié en classe et des méthodes de discipline alternatives. Parallèlement, 50 volontaires assistants psycho-sociaux ont renforcé leurs capacités pour fournir un soutien psychosocial ciblé en milieu scolaire.

Pour améliorer la santé et l'hygiène dans les écoles, plus de 300 kits de dignité ont été distribués aux adolescentes. De plus, l'introduction des cours de santé de la reproduction dans les curricula scolaires a permis de toucher environ 1000 élèves. 20 points d'eau ont été mis en place dans certaines écoles.

Des mécanismes de signalement et de gestion des plaintes ont été instaurés dans les écoles, supervisés par des structures communales et des acteurs clés tels que les Comités de Gestion des Écoles (CGE) et les Comités de Protection de l'Enfant (CPE). Environ 50 membres des CGE et CPE ont été formés sur la protection de l'enfant, y compris les enfants en situations d'urgence, ainsi que sur la gestion des plaintes liées aux violences basées sur le genre (VBG), l'exploitation et le harcèlement sexuel. En outre, dans les communes de Rugombo et Mugina, 2 plans d'action conjoints ont été élaborés pour prévenir les risques de catastrophes et les violences contre les élèves.

Renforcement du système

Dans le cadre du Projet Pluriannuel de Résilience (PPR), l'UNICEF, en partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, a renforcé les compétences des décideurs en matière de planification, gestion, coordination et suivi du secteur éducatif.

16 membres du personnel du ministère ont été formés à la création de leurs propres questionnaires et formulaires pour répondre aux futurs besoins de collecte de données. Des sessions de renforcement de capacités ont été organisées pour promouvoir l'utilisation des techniques digitales (SIGE, Kobo Collect) auprès du personnel du MENRS, tant au niveau central que décentralisé.

Au niveau national, ont pu être organisées des réunions trimestrielles réunissant les membres du comité technique du PPR, permettant de partager les expériences, de relever les défis et de formuler des recommandations conjointes. Au niveau local, des réunions mensuelles avec les partenaires de mise en œuvre permettent d'analyser l'état d'avancement des activités, de discuter des défis rencontrés et de proposer des solutions.

But, Objectifs et Portée de l'évaluation

Le but de cette évaluation à mi-parcours est de **fournir un résumé global de la mise en œuvre des interventions**, d'identifier les **leçons apprises** et de **vérifier si l'atteinte des résultats est en bonne voie** sur la base de la période de 2022 à mi-2024. Les résultats de cette évaluation permettront d'**ajuster les stratégies pour la période restante** et de **préparer la prochaine phase du programme** de manière plus efficace.

Les principaux utilisateurs de cette évaluation seront l'UNICEF et WVI Burundi, bénéficiaires principaux du fonds d'amorçage. Une séance de travail spécifique a été organisée entre l'UNICEF, WVI et War Child pour l'élaboration de ces termes de référence (TDR). Il en est ressorti de cette concertation que cette évaluation devra fournir des enseignements de qualité pour guider les ajustements nécessaires et à la conception de la prochaine phase. Des suggestions d'ajustements ont déjà été formulées dans le cadre du dernier rapport de progrès, suite aux concertations lors des séances de coordination aux niveaux national et décentralisé. **L'évaluation approfondira les pistes d'amélioration sur la base de données robustes et d'analyses triangulées.**

Les résultats devront (i) **éclairer la stratégie et le plan de sortie du programme pour sa phase actuelle et la deuxième phase**, (ii) guider le ministère de l'Éducation, l'UNICEF, WVI et les autres parties prenantes sur l'**optimisation de l'approche Nexus**, et (iii) d'identifier les **stratégies pour maximiser la durabilité des acquis du programme**.

En plus des utilisateurs directs mentionnés, cette évaluation vise également à fournir des **éléments de plaidoyer de qualité, issus de données probantes**, pour des acteurs plus larges. Ces utilisateurs incluent les différentes entités membres du comité

de pilotage du PPR et du Groupe de Travail sur l'Éducation en Situations d'Urgence ainsi que les communautés y compris les ayants droits, en réponse aux redevabilités envers les populations affectées (AAP).

Le Comité de Pilotage, organe consultatif, prend les décisions stratégiques liées à la mise en œuvre du PPR. Son rôle est de fournir une orientation stratégique, d'aider à mobiliser des ressources financières supplémentaires pour compléter les fonds de démarrage de l'ECW, et d'arbitrer en cas de difficultés de collaboration entre les partenaires. Il est composé de sept membres, incluant des représentants de l'UNICEF, de WVI, du ministère de l'Éducation, de l'Équipe Humanitaire de Pays, de l'organisation chef de file pour le genre, et des donateurs.

Le Groupe de Travail sur l'Éducation en Situations d'Urgence coordonne l'éducation en situations d'urgence dans le pays. Il est dirigé par le ministère de l'Éducation, avec l'UNICEF comme co-lead, principal partenaire technique et financier du secteur.

A cet effet, l'évaluation devra considérer la mise en œuvre à la fois des volets mise en œuvre par l'UNICEF et WVI ainsi que les bénéficiaires secondaires – War Child, JRS, Right to Play et RET entre le début du programme, de **février 2022 jusqu'au premier semestre 2024**. En fonction des premières orientations décidées lors de la phase de démarrage, une priorisation des thématiques à couvrir et à approfondir est à envisager afin d'assurer la disponibilité des résultats aux moments clés pour les prises de décisions⁴.

Une évaluation multi-pays est en cours, mandaté par l'ECW. Cet exercice vise à développer et tester une méthodologie qualitative claire et transparente pour conduire des évaluations indépendantes destinées à éclairer les décisions de l'ECW relatives aux processus de conception et de renouvellement du PPR. Les investigations se sont limitées à une seule province pour le Burundi. Les constats et conclusions issus de cet exercice devront être considérés au même titre que les données secondaires et primaires scrutées dans cette évaluation. Cette évaluation à mi-parcours cependant au vu des objectifs fixes doit **couvrir les deux provinces de mise en œuvre**.

Critères et questions d'évaluation initiales

Suivant les objectifs poursuivis pour cette évaluation, les questions et sous-questions d'évaluation identifiées sont de types descriptives et normatives.

Au vu de la période encore courte de la mise en œuvre, les questions sur les impacts ne seront pas centrales dans cette évaluation, cependant le critère de soutenabilité ou durabilité sera considéré. **L'emphase sera beaucoup plus sur le processus**, tout en considérant le chevauchement entre interventions de type humanitaire et de développement.

Les questions de genre, équité, personnes vivant avec des handicaps et populations déplacées revêtent une importance particulière vis-à-vis du programme. Ainsi, elles doivent être traitées de manière transversale dans les critères et questions d'évaluation.

Tableau 2 - Questions et sous-questions d'évaluation initiales

CRITERE D'EVALUATION	QUESTIONS D'EVALUATION	Sous-Questions indicatives
Pertinence / Caractère approprié ("appropriateness")	Dans quelle mesure les interventions ont-elles été mises en œuvre au bon endroit et au bon moment pour répondre aux besoins des enfants en situation d'urgence ?	Le programme a effectivement <u>ciblé les enfants en situation d'urgence</u> , a pu toucher les familles les plus vulnérables et les enfants avec des besoins spécifiques
		Quelle était la pertinence du choix du site de construction pour le programme ?
	Dans quelle mesure les interventions ont répondu au <u>besoin du moment</u> et suivant les spécificités des contextes des sites d'intervention	

⁴ Design de la prochaine phase du programme, mise à jour annuel des plans de travail/réponse multisectoriel, mise à jour de plan de contingence national et HAC ...

CRITERE D'EVALUATION	QUESTIONS D'EVALUATION	Sous-Questions indicatives
Couverture	Dans quelle mesure le programme PPR a atteint les personnes les plus marginalisées et vulnérables qui ne peuvent autrement accéder à l'éducation et à l'apprentissage proportionnellement à leurs besoins ? Comment, Pourquoi ?	Les transferts monétaires ont-ils bénéficié aux ménages les plus vulnérables ?
		Les enfants rapatriés et les enfants des familles les plus vulnérables ont-ils pu effectivement bénéficier des cours de remédiations et des cantines scolaires ?
Cohérence et interdépendance	Dans quelle mesure le PPR est-il cohérent avec le système humanitaire et relié aux efforts de développement ? Pourquoi (pas)	La nature à court terme des urgences prend-elle en compte les problèmes institutionnels/systémiques plus longs et interconnectés lors de sa conception et de son exécution ?
		Les activités sont-elles en cohérence avec les stratégies existantes - Plan Sectoriel Education, Plan de contingence et de réponse national, HAC, Plan de Travail multi-année
		Les moyens mobilisés ont-ils été à la hauteur des objectifs fixes
Efficience	Dans quelle mesure les stratégies de mise en œuvre ont été adaptées au contexte et son évolution ?	L'approche et les modalités en consortium, utilisation de bénéficiaires secondaires et l'association de la communauté ont-elles permis de mieux atteindre les résultats
		Est-ce que la séquences et le timing des activités ont été optimum pour atteindre des résultats ?
	Le programme est-t-il géré de manière optimale, adaptative et transparente ?	Est-ce que le mécanisme de suivi et évaluation en place ont permis de piloter les interventions et suivre efficacement les produits et effets
Efficacité	Quel est le niveau de performance des indicateurs (voir en annexe la matrice de résultat du PPR) ?	
	Dans quelle mesure les interventions ont contribué à des effets palpables dans l'amélioration du taux de scolarisation ?	Parmi les cibles - garçons, filles, rapatriés, enfants à besoins spéciaux, combien ont pu accéder à l'école
		Qu'en est-il de l'abandon, spécifiquement pour les cibles et particulièrement pour les filles.
	Dans quelle mesure les interventions ont contribué à augmenter la capacité des écoles à mieux dispenser les cours ?	Est-ce que les activités sur la qualité ont pu améliorer les résultats scolaires ?
Durabilité / Soutenabilité	Dans quelle mesure les effets du programme peuvent perdurer au-delà de la période de mise en œuvre	Est-ce qu'il a des initiatives qui sont déjà mené par les différentes parties prenantes qui peuvent soutenir les acquis du programme ?
		Quel est le niveau d'engagement / appropriation par les structures communautaires ?
		Est-ce que l'intervention a favorisé la résilience de la communauté et des écoles ?
		Est-ce qu'au niveau des écoles, y-at-il des initiatives prises qui permettront de mieux se préparer aux changements climatiques ?

CRITERE D'EVALUATION	QUESTIONS D'EVALUATION	Sous-Questions indicatives
	Comment peut-on capitaliser les acquis du programme au niveau de la communauté, au niveau des structures déconcentrés.	

Approche et méthodes

A titre indicatif, ci-après quelques considérations et suggestions pour la conduite de l'évaluation. Il est attendu aux soumissionnaires de développer des approches et méthodologies détaillées sur la base de la liste des questions et sous-questions initiales.

Une phase de démarrage conséquente et participative

- Entretiens initiaux avec les membres du groupe de référence de l'évaluation (GRE) pour clarification / mise à jour des questions évaluatives, discussions sur les critères de jugements et accès aux documents supplémentaires pertinents ;
- Revue des documents et données secondaires initiale. Par la nature des questions évaluatives, cette évaluation devra utiliser une méthode mixte (quantitative et qualitative), a forte composante qualitative, en utilisant les données secondaires d'une manière triangulée.
- Préparation du rapport de démarrage (voir la structure et quality check en annexes) et finalisation d'une manière participative avec le GRE. L'évaluation sera à la fois participative et aussi conceptuelle pour assurer la compréhension et appropriation des résultats par les parties prenantes au programme.
- Les méthodes de collecte et analyse prévues dans la méthodologie doivent être adaptés à chaque (sous) question d'évaluation, types d'information et aux répondants ou sources d'information.

Adaptation aux réalités spécifiques du Burundi

- Au-delà des questions d'accès, le volet culturel est aussi important pour cette évaluation. Il est encouragé pour cette évaluation le consortium avec un cabinet ou institution local. La conduite des entretiens doit être en langue local, donc par une équipe compétente locale, formée convenablement aux outils de collecte et avec une supervision adéquate.
- Le rapport de démarrage doit passer au comité d'éthique national et également IRB des UN au niveau international. Pour le comité d'éthique national, les outils de collecte doivent être traduits en Kirundi.
- Afin de collecter des données primaires de qualité, il est de pratique d'avoir des introductions auprès des autorités à différents niveaux et annoncer à l'avance auprès des participants les séances de Focus Groups (FG).

Approches et analyses

- Suivant les objectifs de l'évaluation, il est plus attendue un approfondissement des questions et sous questions d'évaluation. De ce fait l'approche préconisée est une approche réaliste non expérimentale⁵, a dimension exploratoire basée sur la Théorie du Changement (revisitée) avec un approfondissement des questions d'évaluations.
- Revue documentaire et exploitation de données secondaires. A part les données du baseline, le système d'information de l'éducation (EMIS), SIGE et le système de suivi-évaluation du programme disponibilisent des données à exploiter. De même les différents rapports d'avancement et financier fournis par les partenaires d'exécution, ainsi que les notes de réunions sont à considérer, notamment pour apprécier la pertinence, cohérence et interdépendance, et l'efficacité du programme.
- Observation structurée (ou systématique). Avec des règles clairement définies et formulées en amont pour mener l'observation, il est attendu de mener des observations structurées au niveau des écoles, particulièrement sur les infrastructures et équipements, l'opérationnalité et organisation des cantines scolaires, les réalisations des clubs d'environnements ...
- Des Focus Groups (FG) homogènes et hétérogènes et des entretiens semi-structurés en fonction des thèmes et des participants. Au niveau communautaire, il est attendu des FG avec les communautés (parents, membres groupes de solidarité, autorités locales ...), les comités de gestion des écoles (CGE), les structures tels que le réseau scolaire des communes d'intervention, les enseignants.

⁵ <https://www.intrac.org/wpcms/wp-content/uploads/2017/01/Realist-evaluation.pdf>

- FG avec les enfants et adolescents (détenteurs de droits). L'UNICEF encourage la participation effective des enfants. Une adaptation par une approche ludique des FG standards doit être faite (équilibre de pouvoirs entre les enfants et adultes, ludique et engageant, visuel et pratique ...). L'adoption des approches spécifiques comme le photovoix, théâtres, transect, exercice de mapping, body map, etc. doit être spécifié dans l'offre technique, en précisant les classes d'âge cibles et la considération de mesures éthiques appropriées⁶.
- La présente évaluation doit couvrir les quatre communes des deux provinces d'intervention. Au vu de l'ampleur réduit des travaux de terrain, une supervision plus importante est attendue pour l'équipe de terrain.
- Dans les analyses, tout en se basant sur les réalités et spécificités du programme PPR (stratégie de mise en œuvre, matrice de résultats ...), il est recommandé de considérer les normes et standards de l'UNICEF en termes de principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire ([CCC](#)), l'INEE ([Inter-agency Network for Education in Emergencies](#)) et spécificités de l'ECW ([framework, indicateurs standards](#) ...).
- Permettre des données probantes vérifiables et auditables – il est demandé d'avoir des transcriptions des FG et entretiens. De même, l'analyse des données qualitative doit être vérifiable sous Nivo, AtlasTi ou QDA miner. Pour les documents utilisés dans cette évaluation, la mise en place d'une bibliothèque de document est vivement recommandée en utilisant des versions en ligne ou offline de plateformes de gestion bibliographiques (End Note, Zotero ou autre équivalent).
- Les données / informations utilisées et les analyses doivent être désagrégées suivant le genre, catégorie d'âge et groupes spécifiques.
- Les analyses et les conclusions doivent être triangulées en considérant les sources d'informations (catégories de répondants, données primaires / secondaires), types d'informations (quantitatif – qualitatif), thèmes / hypothèses, analystes (points de vue différenciés des experts de l'équipe)
- Les conclusions et les recommandations doivent être conçus d'une manière participative avec le Groupe de Référence à l'Évaluation (GRE). Particulièrement, les recommandations doivent être hiérarchisées en termes de priorités, faisabilités et par institutions responsables.

Tâches, livrables et calendrier

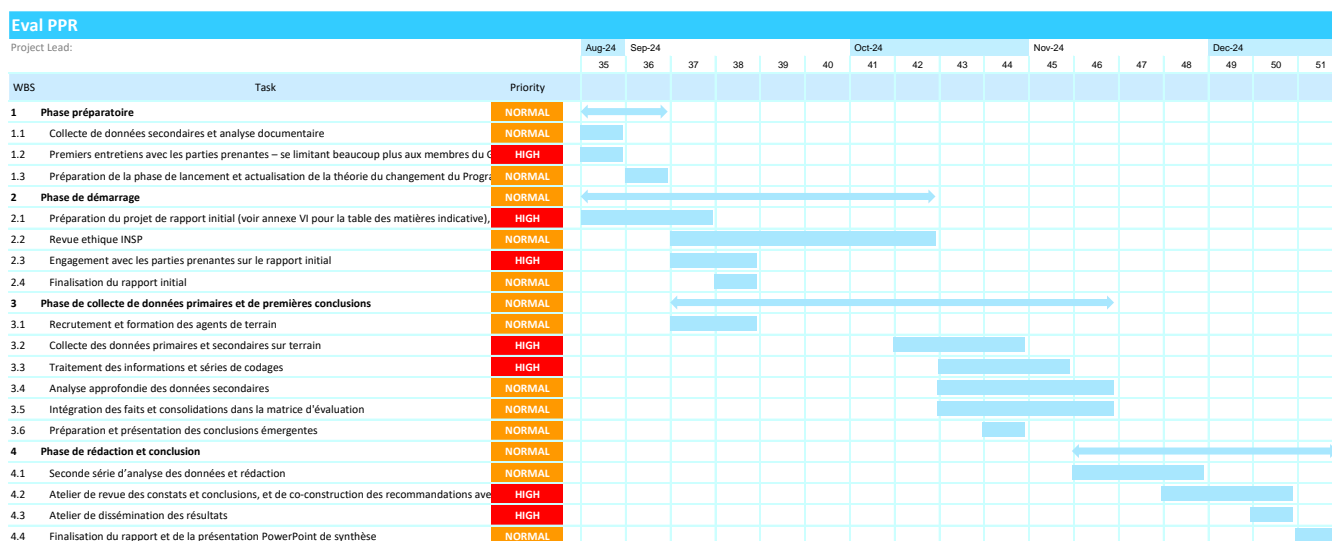
L'agencement des activités, livrables et timeline propose est la suivante,

Activités	Livrables	Timeline
<u>Phase préparatoire</u> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte de données secondaires et analyse documentaire - Premiers entretiens avec les parties prenantes – se limitant beaucoup plus aux membres du GRE - Préparation de la phase de lancement et actualisation de la théorie du changement du Programme 		02 semaines
<u>Phase de démarrage</u> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation du projet de rapport initial (voir annexe VI pour la table des matières indicative), incluant une théorie du changement • Engagement avec les parties prenantes sur le rapport initial • Finalisation du rapport initial 	Livrable 1 (30% du contrat) <ol style="list-style-type: none"> 1. Rapport de démarrage (Voir en annexe la structure et quality check list) ; 2. Présentation du projet de rapport initial - en personne ou par vidéoconférence - au GRE ; 3. Rapport initial final (plus matrice de commentaire et track-change du rapport). 	08 semaines
<u>Phase de collecte de données primaires et de premières conclusions</u> <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement et formation des agents de terrain 	Livrable 2 (10%) <ol style="list-style-type: none"> 4. Présentation des résultats préliminaires lors d'un atelier avec les principales parties prenantes de 	07 semaines

⁶ www.childethics.com

<ul style="list-style-type: none"> Collecte des données primaires et secondaires sur terrain Traitement des informations et séries de codages Analyse approfondie des données secondaires Intégration des faits et consolidations dans la matrice d'évaluation Préparation et présentation des conclusions émergentes 	l'évaluation, y compris le GRE, à la fin de la mission.	
Phase de rédaction et conclusion <ul style="list-style-type: none"> Seconde série d'analyse des données et rédaction Atelier de revue des constats et conclusions, et de co-construction des recommandations avec le GRE Atelier de dissémination des résultats Finalisation du rapport et de la présentation PowerPoint de synthèse 	Livrable 3 (30%) <ol style="list-style-type: none"> Une première version complète du rapport d'évaluation ; Présentation PowerPoint - en personne ou par liaison vidéo - sur les résultats, les conclusions et co-construction des recommandations avec le GRE. Livrable 4 (30%) <ol style="list-style-type: none"> Présentation des résultats, conclusions et recommandations lors d'un atelier avec les principales parties prenantes de l'évaluation (avec support PPT) ; Un rapport d'évaluation final respectant la structure en annexe (plus matrice de commentaire et en track-change). Une synthèse du processus et des résultats de l'évaluation de 4 pages (PPT final, évaluation brief, infogram, 4 pager) 	06 semaines
TOTAL		17 semaines

Un calendrier indicatif est proposé ci-après dont le début de l'évaluation est planifié pour le 23 septembre 2024 pour une durée de 17 semaines en tenant compte de l'avis et visa éthique.



Mode de gestion et assurance qualité

L'évaluation sera gérée par le spécialiste évaluation du Bureau UNICEF Burundi qui est dans la section Planification et Suivi-Evaluation (PME). Il gèrera l'évaluation conformément aux normes et règles en la matière ; collabore avec les évaluateurs dans le respect des normes et règles de la politique d'évaluation ; appuie l'élaboration des réponses de l'administration et la mise en œuvre des mesures correctives adoptées par cette dernière. Il est à la fois le point focal technique, organisationnel et administratif de l'évaluation. A cet effet coordonne les activités du GRE et les prestations de l'équipe d'évaluation. Il s'assurera également de la revue éthique spécifique à l'UNICEF qui est la compagnie indépendante HML susmentionnée tandis que le Cabinet sera responsable de l'octroi de l'avis éthique auprès de l'Institut National de la Santé Publique (INSP).

Le spécialiste évaluation du Bureau sera appuyée dans ce processus par le spécialiste en évaluation du Bureau Régional (Nairobi). Elle co-préside le GRE et fournit également une revue des livrables clés. Par ailleurs elle coordonne la revue des livrables par la firme Universalia, qui est une firme spécialisée dans la revue des produits d'évaluation en référence aux normes GEROS des TDR, Rapport de démarrage et Rapport d'évaluation.

Pour garantir l'impartialité et la crédibilité de l'évaluation, il sera constitué un GRE. Celui-ci est composé des principales parties prenantes internes et externes de l'évaluation qui examinent et commentent les projets de termes de référence (TDR), les rapports de démarrage et le rapport d'évaluation. Les membres du GRE seront constitués de l'UNICEF, WVI, ministère de l'Éducation, le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, le Groupe de Travail sur l'Éducation en Situations d'Urgence, les récipiendaires secondaires – War Child, JRS, Right to Play et RET. Ils agiront en tant que conseillers au cours du processus d'évaluation, sous la présidence des gestionnaires de l'évaluation. Particulièrement son rôle sera de :

- Représenter les parties prenantes au programme
- Servir de caisse de résonance pour le retour d'information pendant l'évaluation ;
- Participer à une réunion de présentation du rapport initial, examiner et commenter le rapport initial ;
- Participer à la présentation des résultats préliminaires de l'évaluation ;
- Examiner et commenter le rapport d'évaluation préliminaire ;
- Participer à la discussion sur la revue et priorisation des recommandations
- Et conseiller le plan de dissémination des résultats et appuyer les activités de dissémination

Pour chaque livrable, le GRE aura une semaine pour revoir leur qualité et contribuer via les commentaires et feedbacks. Spécifiquement le rapport de démarrage et la proposition de recommandation doivent faire objet de séance de travail avec le GRE.

Parallèlement, des revues par le Bureau Régional (RO) et de la firme indépendante Universalia seront nécessaire et prendra une à deux semaines.

Considérations d'éthique et normes d'évaluation

Les évaluateurs doivent adhérer aux normes et standards des Nations Unies et de l'UNICEF et sont censés identifier clairement toute question et risque éthique potentielle dans leur proposition. Les documents d'orientation mentionnés ci-dessous sont ceux auxquels les évaluateurs doivent se conformer :

- Les normes de rapports en référence au système de surveillance des rapports d'évaluation globale de l'UNICEF ([GEROS](#))
- [Groupe des Nations unies pour l'évaluation \(UNEG\) Normes et standards pour l'évaluation dans le système des Nations unies 2016](#) ; (notamment impartialité, indépendance, qualité, transparence, processus consultatif) ;
- [Directives éthiques pour les évaluations de l'ONU](#) ;
- [Recherche éthique impliquant des enfants \(ERIC\)](#) ;
- [Les orientations de l'UNEG sur l'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes et le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies \(UN-SWAP\) sur l'égalité des sexes](#) ;
- [La stratégie des Nations Unies pour l'intégration des personnes handicapées](#) ;
- Les principes de la gestion axée sur les résultats et programmation basée sur les droits humains.

Les évaluateurs doivent aussi s'aligner aux procédures de l'UNICEF relative aux normes éthiques en matière de collecte et d'analyse des données, de recherche et d'évaluation (2021) en plus des normes spécifiques à la conduite des évaluations. Les

mécanismes de revue éthique (seront discutées et décidées pendant la phase de démarrage – Comité d'examen éthique institutionnel, national et/ou externe) devront être prises en compte par l'équipe d'évaluation dans son offre (en termes de délai et approche) et pendant toute la durée du processus.

Le Cabinet devrait soumettre la version corrigée du rapport de démarrage au Comité National d'Éthique (INSP). Ce comité organise sa session chaque mois le premier mardi du mois ; la soumission doit être coordonnée en conséquence. Des frais de 500 USD s'appliquent à toutes les soumissions, et il est conseillé de prévoir deux mois pour obtenir l'approbation éthique. La soumission doit contenir une lettre de demande, six copies papier du protocole (en anglais ou en français), tous les outils complets traduits en kirundi, ainsi qu'un CV complet du chercheur principal et de son ou ses assistants.

Tout personnel engagé dans l'exercice doit étudier et appliquer la procédure de l'UNICEF relative à l'éthique en matière de production de données probantes, et d'adopter les comportements éthiques associés – principes de Respect, Bienfaisance, Justice, Intégrité et de Redevabilité.

Profil et Expérience attendus de l'équipe d'évaluation

L'équipe d'évaluation doit être équilibrée en termes de genre et de spécialisation.

1. Le chef d'équipe doit avoir :

- Diplôme de niveau Master ou Doctorat en Sciences de l'Éducation, Études de Développement, Gestion de Projet Humanitaire, ou tout autre domaine pertinent.
- Connaissance approfondie des systèmes éducatifs en contextes de crise et des stratégies pour assurer la continuité de l'éducation en situations d'urgence.
- Au minimum 15 ans d'expérience professionnelle dans l'évaluation de programmes/politiques dans le domaine de l'éducation en situation de développement et en contexte humanitaire
- Expérience significative dans la gestion de projets Nexus, intégrant les dimensions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.
- Expérience préalable en Afrique subsaharienne, de préférence au Burundi ou la région des Grands Lacs ou dans des contextes similaires.
- Compétences en coordination et en collaboration avec divers partenaires, y compris les gouvernements, les ONG, et les agences des Nations Unies.
- Excellentes compétences en communication, y compris la capacité à adapter le message pour différentes audiences, des bailleurs de fonds aux communautés locales.
- Sensibilité aux contextes culturels et capacité à travailler dans des environnements multiculturels.
- Maîtrise du français (écrit et oral) et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout.

2. Spécialiste en projets d'urgence et relatif aux changements climatiques

- Au minimum 10 ans d'expérience dans des projets éducatifs visant à sensibiliser aux enjeux du changement climatique, gestion de projets éducatifs d'urgence, incluant la supervision d'équipes multidisciplinaires et multiculturelles.
- Maîtrise des méthodologies de recherche qualitative et quantitative.
- Master en Éducation, Développement International, Études Environnementales, ou disciplines connexes.
- Aptitude à travailler efficacement avec des équipes multidisciplinaires et multiculturelles.

3. Spécialiste en Méthodologies Qualitatives (de préférence national)

- Minimum 7 ans d'expérience dans l'évaluation de programmes éducatifs en contextes de développement et d'urgence.
- Expertise spécifique en méthodologies qualitatives, y compris les entretiens en profondeur, les groupes de discussion, et les méthodes participatives.
- Maîtrise des outils de collecte de données qualitatives et des techniques d'analyse telles que l'analyse thématique et le codage.
- Parfaite maîtrise des logiciels d'analyse qualitative et données complexes – NVivo, Atlas Ti ou QDA Miner
- Capacité à analyser des données qualitatives et à produire des rapports clairs et concis.
- Diplôme de niveau Master en Sciences Sociales, Éducation, Anthropologie, ou dans un domaine connexe.
- Maîtrise du français et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout.

4. Gestionnaire et Analyste de Données

- Diplôme de niveau Master en Statistiques, Économie, Sciences Sociales, ou dans un domaine connexe.
- Minimum 5 ans d'expérience dans l'analyse de données secondaires dans des contextes de développement et d'urgence.
- Expertise en recherche documentaire et en analyse de bases de données existantes.
- Capacité à identifier, collecter, structurer et analyser des données secondaires provenant de sources multiples, y compris des rapports, des études précédentes, et des bases de données statistiques.
- Compétences avancées en analyse de données et en utilisation de logiciels statistiques (SPSS, Stata, etc.).
- Maîtrise du français et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout.
- Capacité à travailler de manière autonome et à gérer les délais.
- Rigueur et attention aux détails.

5. Assistants de Recherche (de préférence nationaux)

- Minimum 2 ans d'expérience en assistance à la recherche dans des contextes de développement.
- Familiarité avec les méthodologies de recherche qualitatives et quantitatives.
- Compétence en collecte de données et en support logistique pour les activités de recherche.
- Capacité à gérer des bases de données et à effectuer des analyses préliminaires.
- Diplôme de niveau Licence en Sciences Sociales, Éducation, ou dans un domaine connexe.
- Maîtrise du français et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout.
- Excellentes compétences en organisation et en gestion du temps.
- Capacité à travailler en équipe et à soutenir les chercheurs principaux.

Annexes

- I. Processus et méthodes d'évaluation des propositions
- II. Matrice de résultat du programme PPR
- III. Plan de rapport de démarrage
- IV. Liste de contrôle de l'UNICEF pour la revue qualité des rapports de démarrage
- V. Norme de rapport d'évaluation de l'UNEG adaptée à l'UNICEF

ANNEX I. Processus et méthodes d'évaluation des propositions

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leurs propositions techniques et financières à l'adresse burundisupply@unicef.org. Après l'ouverture, chaque proposition sera évaluée d'abord sur ses mérites techniques, puis sur son prix.

La proposition ayant la meilleure valeur globale, composée des mérites techniques et du prix, sera recommandée pour approbation. L'UNICEF avec le GRE mettra en place un panel d'évaluation composé de personnel technique et leurs conclusions seront transmises au comité interne d'examen des contrats de l'UNICEF, ou à toute autre autorité d'approbation compétente.

Le panel d'évaluation évaluera d'abord la conformité de chaque réponse avec les exigences de la procédure de demande de proposition (RFP) de l'UNICEF. Les réponses jugées non conformes à toutes les exigences obligatoires seront considérées comme non conformes et rejetées à ce stade sans autre considération. Le non-respect de l'un des termes et conditions contenus dans l'appel d'offres, y compris la fourniture de toutes les informations requises, peut entraîner l'exclusion d'une réponse ou d'une proposition de l'examen ultérieur.

La pondération globale entre l'évaluation technique et l'évaluation du prix sera la suivante : La composante technique comptera pour 70% du total des points attribués et la composante financière comptera pour 30% du total des points attribués. Le score technique évalué doit être égal ou supérieur à 70 points alloués à l'évaluation technique afin d'être considéré comme techniquement conforme et d'être pris en compte dans l'évaluation financière (voir les critères d'évaluation technique ci-dessous).

Ref	Critères	Note max.
1	<u>Organisation et Méthodologie</u>	<u>50</u>
1.1	Raisonnement et compréhension des TDRs	10
1.2	Stratégie et méthodologie de l'évaluation	30
1.3	Adéquation niveau d'efforts entre l'équipe et calendrier de l'évaluation	10
2	<u>Qualifications and expériences de l'équipe d'évaluation</u>	<u>50</u>
2.1	<u>Chef de mission</u> -Diplôme de niveau Master ou Doctorat en Sciences de l'Éducation, Études de Développement, Gestion de Projet Humanitaire, ou tout autre domaine pertinent. -Connaissance approfondie des systèmes éducatifs en contextes de crise et des stratégies pour assurer la continuité de l'éducation en situations d'urgence. -Excellentes compétences en communication, y compris la capacité à adapter le message pour différentes audiences, des bailleurs de fonds aux communautés locales. -Maîtrise du français (écrit et oral) et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout.	15
	-Au minimum 15 ans d'expérience professionnelle dans l'évaluation de programmes/politiques dans le domaine de l'éducation en situation de développement et en contexte humanitaire -Expérience significative dans la gestion de projets Nexus, intégrant les dimensions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. -Expérience préalable en Afrique subsaharienne, de préférence au Burundi ou la région des Grands Lacs ou dans des contextes similaires. -Compétences en coordination et en collaboration avec divers partenaires, y compris les gouvernements, les ONG, et les agences des Nations Unies. -Sensibilité aux contextes culturels et capacité à travailler dans des environnements multiculturels.	15

2.2	<p>Spécialiste en projets d'urgence et relatif aux changements climatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au minimum 10 ans d'expérience dans des projets éducatifs visant à sensibiliser aux enjeux du changement climatique, gestion de projets éducatifs d'urgence, incluant la supervision d'équipes multidisciplinaires et multiculturelles. - Maîtrise des méthodologies de recherche qualitative et quantitative. - Master en Éducation, Développement International, Études Environnementales, ou disciplines connexes. - Aptitude à travailler efficacement avec des équipes multidisciplinaires et multiculturelles. 	10
2.3	<p>Spécialiste en Méthodologies Qualitatives (de préférence national)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum 7 ans d'expérience dans l'évaluation de programmes éducatifs en contextes de développement et d'urgence. - Expertise spécifique en méthodologies qualitatives, y compris les entretiens en profondeur, les groupes de discussion, et les méthodes participatives. - Maîtrise des outils de collecte de données qualitatives et des techniques d'analyse telles que l'analyse thématique et le codage. - Parfaite maîtrise des logiciels d'analyse qualitative et données complexes – NVivo, Atlas Ti ou QDA Miner - Capacité à analyser des données qualitatives et à produire des rapports clairs et concis. - Diplôme de niveau Master en Sciences Sociales, Éducation, Anthropologie, ou dans un domaine connexe. - Maîtrise du français et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout. 	5
2.4	<p>Gestionnaire et Analyste de Données</p> <ul style="list-style-type: none"> -Diplôme de niveau Master en Statistiques, Économie, Sciences Sociales, ou dans un domaine connexe. -Minimum 5 ans d'expérience dans l'analyse de données secondaires dans des contextes de développement et d'urgence. -Expertise en recherche documentaire et en analyse de bases de données existantes. -Capacité à identifier, collecter, structurer et analyser des données secondaires provenant de sources multiples, y compris des rapports, des études précédentes, et des bases de données statistiques. -Compétences avancées en analyse de données et en utilisation de logiciels statistiques (SPSS, Stata, etc.). -Maîtrise du français et de l'anglais. La connaissance du Kirundi ou du Swahili est un atout. -Capacité à travailler de manière autonome et à gérer les délais. -Rigueur et attention aux détails. 	5
	Total	100

ANNEX II. Matrice de Résultat PPR

Outcome / output numbering	Level (Outcome/ Output)	Result statement	ECW Indicator - Select from dropdown or select "Other program-specific indicator" and add it -->	Grantee's Own Program Specific Indicator
1.3	Output	Children from the most economically vulnerable families gain access to education through financial, material and/or food support.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of ECW-supported, emergency-affected adolescent girls receiving feminine hygiene kits or similar
1.4	Output	Children from among host communities, internally displaced children and returnee children have easy access to civil registration documents, giving them easier access to education.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of boys, girls and adolescents who have obtained birth certificates to facilitate school enrolment
1.5	Output	Girls, boys, children with special needs and teachers are protected both in school and on the way to school.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Existence of a functioning mechanism for reporting and managing complaints in schools, under the supervision of communal structures (commune education directorates and family and community development centres)
1.5	Output	Girls, boys, children with special needs and teachers are protected both in school and on the way to school.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of education actors trained in child protection, including during emergencies
1.5	Output	Girls, boys, children with special needs and teachers are protected both in school and on the way to school.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of gender based violence risk mitigation measures implemented in and around schools and learning spaces supported by ECW
1.6	Output	More girls and boys aged 3 to 5 years, including children with special needs, have access to preschool education.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of children of preschool age who entered preschool education in the programme's provinces over the course of the MYRP
1.6	Output	More girls and boys aged 3 to 5 years, including children with special needs, have access to preschool education.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of preschool centres established/supported by the MYRP
2	Outcome	Quality Learning: Girls' and boys' learning outcomes (including children with special needs) and their active participation in the learning process are improved in the school environment.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Percentage of ECW-supported emergency-affected boys and girls who have improved their reading skills
2	Outcome	Quality Learning: Girls' and boys' learning outcomes (including children with special needs) and their active participation in the learning process are improved in the school environment.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Percentage of boys, girls and adolescents reporting satisfaction with their participation in learning processes
2.1	Output	Teachers have teaching skills and tools adapted to children's needs (girls, boys and children with special needs), including during emergencies.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Percentage of trained teachers and educational support staff demonstrating improvements in their teaching skills
2.1	Output	Teachers have teaching skills and tools adapted to children's needs (girls, boys and children with special needs), including during emergencies.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of teachers in the first three cycles of basic education and educational support staff trained on aspects that strengthen their teaching skills
2.1	Output	Teachers have teaching skills and tools adapted to children's needs (girls, boys and children with special needs), including during emergencies.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of teachers participating in educational support meetings (peer learning) through school networks
2.1	Output	Teachers have teaching skills and tools adapted to children's needs (girls, boys and children with special needs), including during emergencies.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of teachers provided with teaching materials
2.1	Output	Teachers have teaching skills and tools adapted to children's needs (girls, boys and children with special needs), including during emergencies.	Number of conflict and/or crisis affected boys, girls and adolescents (3-18 year olds) reached with individual learning materials	
2.2	Output	Children (girls, boys and children with special needs) who have missed part of their education have access to catch-up opportunities to improve their performance.	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of emergency-affected boys, girls and adolescents (3-18 years) receiving catch-up education with ECW support

Outcome / output numbering	Level (Outcome/ Output)	Result statement	ECW Indicator - Select from dropdown or select "Other program-specific indicator" and add it -->	Grantee's Own Program Specific Indicator
2.3	Output	<i>Learning assessments take place regularly.</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Percentage of school networks organizing regular inter-school educational assessments
2.4	Output	<i>Girls and boys, including children with disabilities, receive mental health and psychosocial support and life skills</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of girls, boys and children with special needs who have participated in a life skills curriculum that promotes continuity of learning during emergencies
2.4	Output	<i>Girls and boys, including children with disabilities, receive mental health and psychosocial support and life skills</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of teachers/administrators (m/f) trained in life skills and psychosocial skills
2.4	Output	<i>Girls and boys, including children with disabilities, receive mental health and psychosocial support and life skills</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Percentage of ECW-supported emergency-affected boys and girls who have improved their a) reading skills and b) numeracy skills
2.4	Output	<i>Girls and boys, including children with disabilities, receive mental health and psychosocial support and life skills</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of ECW-supported learning spaces/schools that meet the minimum standard on emotional well-being and/or mental health status for conflict and/or crisis affected boys, girls and adolescents (3-18 year olds) and/or education staff
3	Outcome	System Strengthening: The education system is strengthened to prevent risks and respond to emergencies affecting girls, boys and children with special needs	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Existence of a functioning mechanism for collecting and sharing information on education during emergencies
3	Outcome	System Strengthening: The education system is strengthened to prevent risks and respond to emergencies affecting girls, boys and children with special needs	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Existence of a sector strategy on education during emergencies, which includes gender and inclusion issues
3	Outcome	System Strengthening: The education system is strengthened to prevent risks and respond to emergencies affecting girls, boys and children with special needs	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of ECW-supported learning spaces with disaster risk reduction systems/processes/measures in place
3.1	Output	<i>The education system's legal and regulatory framework is sensitive to equal opportunities for emergency-affected girls, boys and children with disabilities.</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Existence of new legal and regulatory provisions promoting equitable access to, and continuity of, education for emergency-affected girls, boys and children with disabilities
3.2	Output	<i>Disaster risk reduction is mainstreamed in school curricula by education offices and implemented at the school level.</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Existence of revised school curricula mainstreaming risk reduction
3.2	Output	<i>Disaster risk reduction is mainstreamed in school curricula by education offices and implemented at the school level.</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of teachers/administrators trained in emergency preparedness, disaster risk reduction and risk management
3.3	Output	<i>The education system has a mechanism for collecting and sharing information on education during emergencies to enable informed decision-making.</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of commune education directorates equipped with tools and trained staff for regular collection and sharing of information on education during emergencies
3.4	Output	<i>structures (school management committees, commune education directorates, provincial education directorates) and child protection structures (child protection structures at different levels, family and community development centres at different levels) with the aim of</i>	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Number of MYRP beneficiary communes that have developed and implemented joint action plans (of different structures) for disaster risk reduction, preventing violence against students and emergency management
4	Outcome	Increased financial resources are available for the expansion of quality, inclusive, safe and equitable education services	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	% of overall MYRP budget funded
4	Outcome	Increased financial resources are available for the expansion of quality, inclusive, safe and equitable education services	Enter a grantee selected Program Specific indicator -->	Amount (USD) of full MYRP budget funded

ANNEX III. Plan du rapport de démarrage

CONTENU

1. INTRODUCTION

- 1.1. Objectif de l'évaluation
- 1.2. Historique et contexte
- 1.3. Portée de l'évaluation

2. MÉTHODOLOGIE

- 2.1. Critères et questions d'évaluation
- 2.2. Cadre conceptuel
- 2.3. Evaluabilité
- 2.4. Méthodes de collecte des données
- 2.5. Approches analytiques
- 2.6. Risques et lacunes potentielles

3. PROGRAMME DE TRAVAIL

- 3.1. Phases des travaux
- 3.2. Composition de l'équipe et responsabilités
- 3.3. Gestion et soutien logistique
- 3.4. Calendrier des travaux

ANNEXES

- I. Termes de référence de l'évaluation
- II. Matrice d'évaluation
- III. Cartographie des parties prenantes
- IV. Plan provisoire du rapport principal
- V. Listes de contrôle/protocoles d'entretien
- VI. Théorie du changement / modèle de résultats
- VII. Responsabilités détaillées des membres de l'équipe d'évaluation
- VIII. Documents de référence
- IX. Carte des documents
- X. Liste des projets
- XI. Cartographie des projets
- XII. Plan de travail détaillé

La structure des rapports initiaux peut être adaptée en fonction de la portée de l'évaluation.

ANNEX IV. Liste de contrôle de l'UNICEF pour la revue qualité des rapports de démarrage

INCEPTION REPORT REVIEW		
SECTION A: OPENING PAGES AND INTRODUCTION (weight 5%)		Rating
Question 1.	Do the opening pages and introduction of the Inception Report contain all the relevant information?	
1.1	The introduction contains a short description of the purpose and content of the IR, the key activities undertaken for its preparation and its place in the evaluation process.	
1.2	The introduction highlights any emerging issues that have arisen during the inception phase (if applicable).	
1.3	Basic elements in the opening pages are presented (evaluation title, country, years covered by the evaluation, name(s) and/or organization(s) of the evaluator(s), and commissioning organization on cover page, list of acronyms, table of contents, including list of tables and figures).	
	Feedback on Section A - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.	Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.05
SECTION B. CONTEXT AND DESCRIPTION OF THE OBJECT OF THE EVALUATION (weight 10%)		Rating
Question 2.	Are the context and description of the object of the evaluation clearly presented?	
2.1	Clear and relevant description of the context of the object of the evaluation (i.e. relevant policy, socio-economic, political, cultural, power/privilege, institutional, international factors) and how context relates to the implementation of the object of the evaluation.	
2.2	Linkages are drawn to the SDGs and relevant targets and indicators for the area being evaluated.	
2.3	The object of the evaluation is briefly and clearly explained (its objectives, stakeholders involved and their roles, contributions, and stakes, right holders/beneficiaries and their status and needs, time period, budget, geographic scope, phase of implementation).	
2.4	The description of the object of the evaluation makes adequate references to human rights, gender, and equity/ inclusion .	
2.5	The logic model or the theory of change (ToC) of the object being evaluated is described to some extent, with the assumption that it will be further refined or finalized in the Evaluation Report.	
	Feedback on Section B - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.	Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.1

SECTION C: PURPOSE, OBJECTIVES, AND SCOPE OF THE EVALUATION (weight 10%)		Rating
Question 3.	Are the purpose, objectives and scope of the evaluation clearly presented?	
3.1	The evaluation purpose is clearly presented, including the rationale behind the evaluation, its intended use and what this use is expected to achieve, its primary intended users and how they stand to gain or lose from the results of the evaluation.	
3.2	The evaluation objectives are clearly presented with reference to any changes made to the objectives included in the TOR.	
3.3	The scope of the evaluation is clearly defined (includes: what will and will not be covered, the geographic location, period, thematic field(s) of intervention/interventions to be evaluated, levels (regional, country, municipal). Changes from ToR are clearly indicated and justified.	
Feedback on Section C - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.		Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.1
SECTION D: EVALUATION FRAMEWORK (weight 20%)		Rating
Question 4.	Are the evaluation criteria and questions clearly presented?	
4.1	All of the evaluation criteria and questions are listed as per ToR. If criteria/questions differ from ToR, the Inception Report justifies the changes, e.g. , efforts to prioritize questions and reduce number of questions to address should be noted in the report.	
Question 5.	Are evaluation findings derived from the conscientious, explicit and judicious use of the best available, objective, reliable and valid data and by accurate quantitative and qualitative analysis of evidence.	
5.1	The Inception Report links the evaluation criteria and questions to the chosen methodology through an evaluation matrix that includes indicators, benchmarks, assumptions and/or other processes from which the analysis can be based and conclusions drawn, referring to the Convention on the Rights of the Child (CRC), Leave No one Behind (LNOB), and disability inclusion as appropriate.	
5.2	Indicators, data sources, and data collection and methods are identified for each question.	
5.3	The indicators chosen are specific, easily measurable, and relevant to the corresponding evaluation questions and ToC	
5.4	The evaluation questions and indicators include reference to human rights, gender, and equity dimensions.	
Feedback on Section D - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.		Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.2

SECTION E: METHODOLOGY (weight 30%)		Rating
Question 6.	Is the methodology clearly presented, technically sound, logistically feasible, and appropriate considering the evaluation framework?	
6.1	Clear and complete description of a relevant and robust methodological design and set of methods that are suitable for the evaluation's purpose, objectives, and scope. Any adaptations to the methods proposed in the ToR are explained and justified.	
6.2	If the evaluation asks attribution questions (outcome or impact level), an appropriate evaluation design (qualitative or quantitative) to reliably measure attribution is proposed.	
6.3	Key data sources are clearly presented and appropriate (includes: list of documents for desk review, the group of stakeholders to be interviewed, available databases, data gaps), and appear comprehensive and reliable.	
6.4	Methodology allows for drawing causal connections between outputs and expected outcomes.	
6.5	The sampling methods described for qualitative data collection are appropriate and adequate (includes ALL of the following: sample size, the geographic area(s), specific populations, sampled site/country visits, the rationale/criteria for selection, how participants/interviewees will be selected, and criteria for selection of countries to be visited/studied (if applicable)).	
6.6	The sampling methods described for quantitative data collection are appropriate and adequate (includes ALL of the following: sample size, the geographic area(s), specific populations, sampled site/country visits, the rationale/criteria for selection, how participants/interviewees will be selected, and criteria for selection of countries to be visited/studied (if applicable)).	
6.7	The data collection tools are linked to the specific evaluation questions (the way in which the tools are designed should facilitate capturing the information needed to answer the evaluation questions).	
6.8	Questions in interview protocols, discussion guides and questionnaires are robust, focused, linked to the evaluation matrix and avoid leading questions.	
6.9	The Inception Report describes relevant methodological limitations to the evaluation.	
6.10	Clear and complete description of evaluation limitations, potential biases and constraints faced by the evaluation team, and mitigation strategies to be used.	
6.11	The Inception Report specifies that the evaluation will follow the UNEG Norms and Standards as well as the UNEG Ethical Guidelines for Evaluation. weblinks: http://www.uneval.org/normsandstandards/index.jsp http://www.unevaluation.org/ethicalguidelines	
6.12	Explicit and contextualized reference to the obligations of evaluators (independence, impartiality, credibility, conflicts of interest, accountability) in accordance with UNEG ethical standards.	
6.13	Description of ethical safeguards for participants appropriate for the issues described (respect for dignity and diversity, right to self-determination, fair representation, compliance with codes for vulnerable groups (i.e. adherence to ethical principles and procedure, do no harm, confidentiality and data collection). For those cases where the evaluation will involve interviewing children, explicit reference is made to the UNICEF procedures for Ethical Research Involving Children.	
Feedback on Section E - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.		Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.3

SECTION F: EVALUATION WORKPLAN (weight 20%)		Rating
Question 7.	Is the workplan complete and containing relevant information?	
7.1	The evaluation phases are clearly described, including a timeline with associated activities, number of days for each team member, locations and deliverables.	
7.2	The roles and responsibilities of each member of the evaluation team are clearly described.	
7.3	If the evaluation requires official ethical approval, the process to be followed is clearly described.	
7.4	The Inception Report describes the evaluation quality assurance process.	
7.5	The logistics of carrying out the evaluation are discussed (e.g. assistance required from UNICEF for interview arrangements, field visits, etc.) and the expected roles and responsibilities from the commissioning organization(s) or oversight committee are adequately explained.	
Feedback on Section F - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.		Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.2
SECTION G: INCEPTION REPORT STRUCTURE/PRESENTATION (weight 5%)		Rating
Question 8.	Do the annexes contain all the relevant elements?	
8.1	The evaluation ToR are included in the annexes.	
8.2	The following elements are annexed to the Inception Report: logic model/ToC, evaluation matrix, bibliography, data collection tools (draft interview protocols, survey, case study formats), list(s) of people to be interviewed, if applicable and available ethical review board approval form and/or informed consent form.	
Question 9.	Is the Inception Report coherent and logical?	
9.1	Structure is easy to identify and navigate (for instance, with numbered sections, clear titles and sub-titles, well formatted).	
9.2	Inception Report is easy to understand (written in an accessible way for intended audiences and generally free from grammar, spelling and punctuation errors), and conveys key information through the use of visual aids (such as infographics, maps, tables, figures, photos) which are clearly presented, labeled, and referenced in text.	
Feedback on Section G - The rater will briefly (3-5 sentences) assess top line issues for this section and provide suggestions for improvements.		Overall rating for Section
		#DIV/0!
		Weighting
		0.05
Weighting checksum (should equal 1)		1
#DIV/0!	OVERALL SCORE	#DIV/0!
Overall suggestions for improvements, suggestions made throughout the review should be listed clearly and succinctly, referring both to pages as well as individual criterion. (5-10 sentences)		
#DIV/0!	OVERALL SECOND REVIEW SCORE	#DIV/0!
Second Review		
Overall suggestions for improvements, suggestions made throughout the review should be listed clearly and succinctly, referring both to pages as well as individual criterion. (5-10 sentences)		

ANNEX V. Norme de rapport d'évaluation de l'UNEG adaptée à l'UNICEF

La page de titre et les pages d'ouverture fournissent des informations clés de base

1. Nom de l'objet de l'évaluation
2. Calendrier de l'évaluation et date du rapport
3. Localisation (pays, région, etc.) de l'objet d'évaluation
4. Noms et/ou organisations des évaluateurs
5. Nom de l'organisation qui commande l'évaluation
6. Table des matières qui contient également les tableaux, graphiques, figures et annexes.
7. Liste des acronymes

Le résumé exécutif est une section autonome de 2 à 3 pages qui comprend :

1. Vue d'ensemble de l'objet de l'évaluation
2. Objectifs de l'évaluation et public visé
3. Méthodologie de l'évaluation
4. Résultats et conclusions les plus importants
5. Principales recommandations

Les annexes augmentent la crédibilité du rapport d'évaluation. Elles peuvent comprendre, entre autres, les éléments suivants

1. TdRs
2. Liste des personnes interrogées et des sites visités
3. Liste des documents consultés
4. Plus de détails sur la méthodologie, tels que les instruments de collecte de données, y compris des détails sur leur fiabilité et leur validité
5. Biodata des évaluateurs et/ou justification de la composition de l'équipe
6. Matrice d'évaluation
7. Cadre des résultats

Objet de l'évaluation

Le rapport présente une description claire et complète de l'"objet" de l'évaluation.

- 1 Le modèle logique et/ou la chaîne de résultats attendus (intrants, extrants et résultats) de l'objet est clairement décrit.
- 2 Le contexte des principaux facteurs sociaux, politiques, économiques, démographiques et institutionnels qui ont une incidence directe sur l'objet est décrit. Par exemple, les stratégies et priorités du gouvernement partenaire, les objectifs, stratégies et cadres de développement internationaux, régionaux ou nationaux, les objectifs et priorités de l'agence concernée, le cas échéant.

L'échelle et la complexité de l'objet de l'évaluation sont clairement décrites, par exemple :

- 3 Le nombre de composantes, s'il y en a plus d'une, et la taille de la population que chaque composante est censée servir, directement ou indirectement.
- Le contexte et les limites géographiques (tels que la région, le pays, et/ou le paysage et les défis, le cas échéant).
- Le but et l'objectif, ainsi que l'organisation/la gestion de l'objet.

- Les ressources totales de toutes les sources, y compris les ressources humaines et le(s) budget(s) (par exemple, l'agence concernée, le partenaire).

- 4 Les principales parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de l'objet, y compris l'agence (s) de mise en œuvre et les partenaires, les autres parties prenantes clés et leurs rôles.

- 5 Le rapport identifie l'état de la mise en œuvre de l'objet, y compris sa phase de mise en œuvre et tout changement significatif (par exemple, plans, stratégies, cadres logiques) survenu au fil du temps et explique les implications de ces changements pour l'évaluation.

But, objectif(s) et portée de l'évaluation

Le but, les objectifs et la portée de l'évaluation sont pleinement expliqués.

- 1 Le but de l'évaluation est clairement défini, y compris pourquoi l'évaluation était nécessaire à ce moment-là, qui avait besoin de l'information, quelle information est nécessaire, comment l'information sera utilisée.
- 2 Le rapport doit fournir une explication claire des objectifs et de la portée de l'évaluation, y compris les principales questions d'évaluation, et décrire et justifier ce que l'évaluation a couvert et n'a pas couvert.
- 3 Le rapport décrit et fournit une explication des critères d'évaluation choisis, des normes de performance ou d'autres critères utilisés par les évaluateurs.
- 4 Le cas échéant, les objectifs et la portée de l'évaluation incluent des questions qui traitent des problèmes de genre et de droits de l'homme.

Méthodologie d'évaluation

Le rapport présente une description transparente de la méthodologie appliquée à l'évaluation qui explique clairement comment l'évaluation a été spécifiquement conçue pour aborder les critères d'évaluation, apporter des réponses aux questions d'évaluation et atteindre les objectifs d'évaluation.

- 1 Le rapport décrit les méthodes de collecte et d'analyse des données, les raisons de leur sélection et leurs limites. Les indicateurs de référence et les repères sont inclus lorsque cela est pertinent.
- 2 Le rapport décrit les sources de données, les raisons de leur sélection et leurs limites. Le rapport comprend une discussion sur la manière dont le mélange de sources de données a été utilisé pour obtenir une diversité de perspectives, garantir l'exactitude des données et surmonter leurs limites.
- 3 Le rapport décrit le cadre d'échantillonnage - zone et population à représenter, justification de la sélection, mécanismes de sélection, nombre de sujets sélectionnés parmi les sujets potentiels et limites de l'échantillon.
- 4 Le rapport d'évaluation donne une description complète du processus de consultation des parties prenantes de l'évaluation, y compris la justification du choix du niveau particulier et des activités de consultation.
- 5 Les méthodes employées sont appropriées pour l'évaluation et pour répondre à ses questions.
- 6 Les méthodes employées sont appropriées pour analyser les questions de genre et de droits de l'homme, y compris les questions de droits de l'enfant identifiées dans la portée de l'évaluation.
- 7 Le rapport présente des preuves que des mesures adéquates ont été prises pour assurer la qualité des données, y compris des preuves de la fiabilité et de la validité des outils de collecte de données (par exemple, les protocoles d'entretien, les outils d'observation, etc.)
- 8 La conception de l'évaluation était éthique et incluait des garanties éthiques le cas échéant, notamment la protection de la confidentialité, de la dignité, des droits et du bien-être des sujets humains, en particulier des enfants, et le respect des valeurs de la communauté bénéficiaire.

Constats

Les résultats répondent directement aux critères et aux questions de l'évaluation détaillés dans la section portée et objectifs du rapport et sont basés sur des preuves dérivées des méthodes de collecte et d'analyse des données décrites dans la section méthodologie du rapport.

- 1 Les conclusions rapportées reflètent une analyse et une interprétation systématiques et appropriées des données.
- 2 Les résultats rapportés répondent aux critères d'évaluation (tels que l'efficacité, l'efficacité, la durabilité, l'impact et la pertinence) et aux questions définies dans la portée de l'évaluation.
- 3 Les conclusions sont rapportées de manière objective sur les données.
- 4 Les lacunes et les limites des données et/ou les résultats inattendus sont signalés et discutés.
- 5 Les raisons des réussites et des échecs, en particulier les contraintes permanentes, sont identifiées autant que possible.

Les conclusions générales sont présentées avec clarté, logique et cohérence.

Conclusions et enseignements tirés

Les conclusions présentent des jugements raisonnables fondés sur les résultats et étayés par des preuves et fournissent des indications pertinentes pour l'objet et le but de l'évaluation.

- 1 Les conclusions reflètent des jugements évaluatifs raisonnables relatifs aux questions clés de l'évaluation
- 2 Les conclusions sont bien étayées par les preuves présentées et sont logiquement liées aux résultats de l'évaluation.
- 3 Les conclusions énoncées donnent un aperçu de l'identification et/ou des solutions de problèmes importants pertinents pour les décisions et actions futures des utilisateurs de l'évaluation.

4 Les conclusions présentent les forces et les faiblesses de l'objet (politique, programmes, projets ou autre intervention) évalué, sur la base des preuves présentées en tenant dûment compte des points de vue d'un échantillon représentatif de parties prenantes.

5 Les leçons apprises, lorsqu'elles ont été présentées, ont été généralisées au-delà de l'intervention immédiate évaluée pour indiquer la pertinence plus large qu'elles pourraient avoir.

Recommandations

Les recommandations sont pertinentes par rapport à l'objet et au but de l'évaluation, sont soutenues par des preuves et des conclusions, et ont été élaborées avec la participation des parties prenantes concernées.

1. Le rapport décrit le processus suivi pour élaborer la recommandation, y compris la consultation des parties prenantes.
2. Les recommandations sont solidement fondées sur des preuves et des conclusions
3. Les recommandations sont pertinentes par rapport à l'objet et au but de l'évaluation.